

# BURKINA FASO



## SOIXANTE-TREIZIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈0≈ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ≈ ξ

### DECLARATION

**DE SON EXCELLENCE  
MONSIEUR ALPHA BARRY**  
*MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION*

*New York, le 29 Septembre 2018*

(Vérifier au prononcé)

*Mission Permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies  
Permanent Mission of Burkina Faso to the United Nations*

**Madame la Présidente,  
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,  
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,  
Distingués délégués,  
Mesdames et Messieurs,  
Madame la Présidente,**

Depuis la création de notre organisation il y a de cela 73 ans, vous êtes la 4ème femme élue Présidente de l'Assemblée Générale et la 2ème en un demi-siècle.

Votre élection mérite donc d'être particulièrement saluée et c'est pourquoi, je vous adresse au nom de ma délégation et au mien propre, mes très vives, chaleureuses et sincères félicitations.

Le Burkina Faso, Vice-président de la présente Assemblée Générale, ne ménagera aucun effort à vos côtés pour le succès de nos travaux.

Au Secrétaire général, Monsieur Antonio GUTERRES, que nous voyons à l'œuvre depuis sa prise de fonction, je réaffirme tout le soutien et l'appui du Burkina Faso pour son engagement et sa détermination à faire aboutir les importantes réformes ambitieuses pour une ONU plus efficace.

Avant de poursuivre mon propos, permettez-moi d'avoir une pensée pieuse pour le Peuple frère et ami d'Indonésie qui vient d'être durement éprouvé en ce jour par un tremblement de terre et un tsunami. Au nom de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, j'adresse mes sincères condoléances et la profonde compassion du Gouvernement et du Peuple burkinabè aux familles des victimes, et souhaite prompt rétablissement aux nombreux blessés.

**Madame la Présidente;  
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation;**

Mon pays le Burkina Faso poursuit, inlassablement, ses efforts de renforcement de la démocratie et de consolidation de l'Etat de droit à travers de nombreuses mesures parmi lesquelles la finalisation de l'avant-projet de la nouvelle Constitution et la révision le 30 juillet 2018 de la Loi portant Code électoral. Les consultations référendaires sont d'ailleurs prévues courant 2019.

Si la future Constitution dont le projet a été élaboré dans un cadre consultatif entend renforcer les droits humains et les libertés publiques, en prenant en compte d'autres droits nouveaux (comme l'accès à la terre pour tous, le droit à l'eau potable, le droit à l'emploi, la suppression de la peine de mort etc.), d'autres dispositions sont prévues pour équilibrer les pouvoirs. En outre, le processus de révision du code électoral va

ouvrir la voie au vote des Burkinabè de l'extérieur. Ceux-ci pourront ainsi participer en 2020 à l'élection du Président du Burkina Faso, et ce, pour la première fois dans l'histoire de notre pays.

Parallèlement, de nombreuses autres réformes ont été lancées pour améliorer la gouvernance politique et économique, la modernisation de l'administration, l'assainissement des finances publiques, le renforcement de l'indépendance de la justice, et pour renforcer les droits humains.

Au plan économique, malgré un contexte sécuritaire et social difficile, le Burkina Faso a atteint un taux de croissance de 6,7%. Ce résultat a été obtenu grâce à l'assainissement des finances publiques, aux réformes initiées pour l'amélioration des recettes fiscales et aux projets structurants lancés dans le cadre du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES). Les fruits de cette croissance ont été redistribués à travers la réalisation d'infrastructures et la prise de mesures sociales en faveur des couches les plus défavorisées notamment la femme et la jeune fille.

Ainsi, la politique de gratuité des soins a permis d'améliorer considérablement la prise en charge des femmes en grossesse et des enfants de moins de 5 ans. Cette politique sera poursuivie avec l'opérationnalisation du Régime d'Assurance Maladie Universelle qui permettra de façon graduelle d'élargir la couverture maladie à l'ensemble de tous les Burkinabè.

En matière d'assainissement et d'accès à l'eau potable des efforts notables ont été réalisés au profit des populations en milieu rural et urbain.

De même, le Programme spécial de création d'emplois pour les jeunes et les femmes (PSCE/JF), vise à favoriser l'accès à des emplois et l'acquisition de compétences professionnelles par des jeunes et femmes, en vue de leur ouvrir des opportunités d'insertion durable dans le marché du travail.

En outre, le Programme intégré d'autonomisation des femmes entend renforcer leurs capacités de production et leur participation au développement économique et social du Burkina Faso à l'horizon 2020.

**Madame la Présidente ;  
Distingués délégués ;**

Le Burkina Faso reste très préoccupé par l'insécurité et les attaques terroristes dont il est l'objet. Naguère limitée dans la partie nord du pays, la menace terroriste s'est progressivement étendue vers d'autres régions notamment le Sud-Ouest et l'Est qui font frontière respectivement avec la Côte d'Ivoire et le Ghana d'une part, et avec le Niger, le Benin et le Togo d'autre part. En l'espace de trois ans, et à la date du 27

septembre 2018 ce sont 229 personnes qui ont été victimes des groupes armés terroristes.

Face à cette situation préoccupante, le Gouvernement mobilise toutes ses ressources humaines, financières, militaires et non militaires ainsi que matérielles, pour lutter contre cette terrible menace et assurer la sécurité des populations.

Malheureusement ces gens sans foi ni loi que nous avons en face de nous, ne reculent devant rien pour semer le drame. Leur nouveau mode opératoire est l'utilisation des Engins Explosifs Improvisés (EEI).

A titre illustratif, pour cette seule semaine, ils ont fait exploser deux véhicules à l'aide de ces engins de la mort tuant 14 personnes des Forces de Défense et de Sécurité qui étaient dans des opérations de sécurisation à l'intérieur du pays.

En plus de s'attaquer aux symboles de l'Etat, aux forces de Défense et de Sécurité, les terroristes s'en prennent à des civils, des élèves et des enseignants. Plus de 520 établissements scolaires sont fermés, soit près de 56000 élèves privés de leur droit à l'éducation.

En visant les écoles, les groupes armés terroristes s'en prennent au système éducatif, à ceux qui contrarient la diffusion de leurs idées et de leur mode de vie, car ils savent bien qu'une personne instruite et éclairée est plus difficilement manipulable qu'une personne sans éducation. Et loin de nous démobiliser, ces attaques renforcent notre unité, notre solidarité et notre détermination à défendre les valeurs qui fondent notre vouloir vivre ensemble, la République, la démocratie et la laïcité.

Dans la lutte contre le terrorisme, il est un fait unanimement reconnu : Aucun pays ne peut à lui seul lutter contre le terrorisme. Et même regroupés comme l'ont fait les pays du G5 Sahel pour mutualiser leurs efforts, il n'en demeure pas moins que nos pays ont absolument besoin du soutien de la communauté internationale pour rendre opérationnelle la Force Conjointe du G5 Sahel.

Au-delà des pays directement frappés par le terrible phénomène, la lutte contre le terrorisme relève du besoin de paix et de sécurité internationales.

En effet, par sa résolution A/RES/72/165 du 19 décembre 2017 proclamant le 21 août Journée internationale du souvenir, en hommage aux victimes du terrorisme, l'Assemblée Générale a réaffirmé sa volonté sans faille de renforcer la coopération internationale pour prévenir et combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

A cet égard, le Burkina Faso, en appelle au Conseil de Sécurité des Nations Unies afin qu'il place la Force du G5 Sahel sous le mandat du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies en vue de lui assurer un financement pérenne et multilatéral.

Je saisis d'ailleurs l'occasion pour rappeler que le Conseil de Sécurité, par ses résolutions 2320/2016 et 2378/2017, a déjà exprimé son intention de prendre des mesures concrètes pour établir les principes selon lesquels les Opérations de Maintien de la Paix (OMP) de l'Union Africaine autorisées par le Conseil de Sécurité de l'ONU devraient être financées par les contributions évaluées de l'ONU, avec des décisions sur le financement de missions spécifiques à prendre au cas par cas.

**Madame la Présidente;**

Votre prédécesseur, le Président Lajack nous rappelait ici même le 19 septembre 2017, que la paix et la prévention des conflits devraient être au centre de toutes les activités des Nations Unies et que dans la Charte des Nations Unies le mot "guerre n'apparaît que 5 fois et celui de paix 47 fois.

Aussi, et en vertu des résolutions 70/262 de l'Assemblée Générale et 2282 du Conseil de Sécurité toutes adoptées le 27 avril 2016, la réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix organisée les 24 et 25 avril 2018, a mis un accent très particulier sur la prévention.

En effet, la prévention est au cœur de la consolidation et de la pérennisation de la paix et doit donc être un objectif primordial à la fois pour les Etats et pour l'Organisation des Nations Unies.

La consolidation et la pérennisation de la paix constituent une responsabilité première des gouvernements nationaux qui doivent déterminer les priorités et les stratégies nécessaires en associant toutes les couches de la société. Car pour consolider la paix, il faut s'attaquer aux causes profondes des conflits qui sont la pauvreté, l'exclusion, la discrimination, les effets des changements climatiques etc.

C'est pour cette raison que le Gouvernement du Burkina Faso a lancé le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS) pour la période 2017-2020, comme une réponse holistique au double défi socioéconomique et sécuritaire à travers la réalisation d'infrastructures socio-économiques de services sociaux de base, ainsi que la promotion d'activités de production et de transformation, comme sources de revenus au profit des populations de la partie nord du pays.

Les initiatives de consolidation et de pérennisation de la paix ne pouvant réussir que si elles bénéficient de financements suffisants, prévisibles, durables, et de manière cohérente en associant les partenaires multilatéraux et bilatéraux ainsi que le secteur

privé, le Burkina Faso se félicite du soutien dont il bénéficie de la part du système des Nations Unies et de l'Union européenne dans la mise en œuvre de ce programme d'urgence.

**Madame la Présidente ;  
Mesdames et Messieurs ;**

Les buts et principes de la Charte des Nations Unies visent un monde de paix, de justice, de solidarité et de bien-être social pour tous sur une planète qui n'est pas menacée par les changements climatiques.

L'accompagnement dont de nombreux pays comme le Burkina Faso bénéficient de part du système des Nations Unies pour réaliser leur développement en vue d'atteindre les ODD est salubre et vivement apprécié.

C'est pourquoi notre pays se félicite de l'adoption à l'unanimité de la résolution sur le repositionnement de l'ONU qui prévoit une redynamisation du rôle du système des coordonnateurs résidents.

Je salue l'accompagnement des pays du Sahel à travers le Plan de soutien des Nations Unies pour le Sahel. Ce Plan qui couvre la période 2018-2030, permettra d'améliorer la coordination et le renforcement de la collaboration avec tous les partenaires de la région et aidera à mettre en œuvre les priorités identifiées pour réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

**Madame la Présidente ;  
Distingués délégués ;**

Plus que jamais, nous devons défendre et encourager le multilatéralisme. C'est notre conviction. Et cela doit être une vision partagée pour tous pour un monde plus ouvert et plus solidaire. Et c'est au nom de cette solidarité internationale que le Burkina Faso est engagé dans six (06) Opérations de Maintien de la Paix (OMP) avec plus de deux mille (2000) personnels. Ce qui fait de notre pays un acteur majeur des OMP de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Il est le premier pays contributeur de troupes à la MINUSMA au Mali voisin et le premier pays fournisseur de l'ONU en officiers de sécurité pénitentiaire. A ce titre, il assure d'ailleurs actuellement pour un an, après le Canada, la présidence du Groupe des amis de la composante officiers de sécurité pénitentiaire de l'ONU.

La crédibilité et l'efficacité de l'ONU passant aussi par sa capacité à prévenir et à gérer les crises et à promouvoir la paix et la sécurité internationales, le Burkina Faso salue la réforme de la Gestion et du Pilier Paix et Sécurité qui devra permettre à l'ONU d'exercer

efficacement sa mission de paix et de progrès social. Progrès social et durable auprès des citoyens du monde entier.

Je salue l'initiative "Action pour le maintien de la Paix" (A4P) du Secrétaire Général des Nations Unies ainsi que la tenue au cours de cette session d'une réunion de haut niveau sur cette initiative.

La déclaration qui a été adoptée met en lumière les réalisations des OMP et permet de réaffirmer nos engagements communs à relever les défis les plus urgents.

**Madame la Présidente ;  
Distingués délégués ;**

La paix, la sécurité, la démocratie, le respect des droits humains et le développement étant intimement liés, il nous faut travailler à ce que tous les pays en crise retrouvent la paix.

C'est pourquoi le Burkina Faso félicite le Gouvernement et le peuple malien pour l'organisation réussie des élections présidentielles, malgré le contexte de la menace terroriste et appelle la classe politique malienne à faire front commun face à cet ennemi qu'il faut combattre de toutes ses forces et vaincre.

L'accord de paix intervenu entre les leaders politiques du Soudan du Sud mérite d'être hautement salué.

Sur le Sahara occidental, le Burkina Faso se félicite de l'annonce de la reprise des négociations avant la fin de l'année.

S'agissant du conflit israélo-palestinien qui continue d'être une réelle préoccupation, le Burkina Faso reste convaincu que sa solution ne peut qu'être politique, pacifique juste et équitable fondée sur l'existence de deux Etats, vivant côte-à-côte, à l'intérieur des frontières sûres et reconnues.

En Asie, le dialogue entamé entre les deux Corées est un bon signe qui a besoin des encouragements et de l'accompagnement de la communauté internationale. Le Burkina Faso soutient vivement ce dialogue entre les deux Corées.

En ce qui concerne l'embargo économique, financier et commercial contre Cuba, le Burkina Faso appelle à sa levée totale.

**Madame la Présidente ;  
Distingués délégués ;**

La prolifération des armes légères et de petit calibre constituent une menace à la paix et à la sécurité dans diverses régions du monde. Elles sont un frein à l'atteinte des objectifs du développement durable.

C'est pourquoi, mon pays salue l'inclusion en juin 2018, des munitions dans le document final de la troisième Conférence des Nations Unies chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous toutes ses formes.

S'agissant des armes de destruction massive mon pays condamne la résurgence de l'utilisation des armes chimiques ces dernières années. Nous en appelons à un désarmement général et complet de toutes les armes de destruction massive.

**Madame la Présidente  
Distingués délégués**

Les questions humanitaires revêtent aujourd'hui une importance capitale au regard du nombre de plus en plus grandissant de réfugiés et de migrants dans le monde.

C'est pourquoi le Burkina Faso salue le processus inclusif des négociations ayant débouché sur l'élaboration de projets de textes consensuels pour l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières dont la conférence internationale d'adoption est prévue en terre africaine de Marrakech au Maroc les 10 et 11 décembre prochain.

Pays d'immigration avec au moins 4 millions de citoyens vivant à l'extérieur et avec près de 2500 réfugiés sur son sol, le Burkina Faso entend prendre activement part à l'adoption des deux Pactes mondiaux, l'un sur les migrations sûres, régulières et ordonnées et l'autre sur les réfugiés. Ce qui conduira non seulement à l'instauration d'une véritable gouvernance de la migration à travers le monde, mais aussi à une meilleure protection des réfugiés et des migrants.

Par ailleurs, le Burkina Faso se félicite de l'organisation en marge des travaux de la 73<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale d'évènements de haut niveau consacrés à des sujets comme la tuberculose et les maladies non transmissibles.

Nul doute que les recommandations issues de ces deux évènements contribueront à l'amélioration de la prise en charge de ces pathologies qui impactent négativement la vie des populations.

Les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de Sécurité durent depuis plus de 20 ans avec 13 cycles de négociations. Mais aucune solution globale et satisfaisante n'a émergé quand bien même la grande majorité des Etats membres s'accordent sur le principe d'un Conseil de sécurité plus représentatif, plus adapté aux réalités contemporaines et plus à même de répondre rapidement aux crises.

Avec ce soutien de la majorité des Etats membres, il nous faut maintenant aller vers des négociations basées sur un texte, seul moyen d'avancer sûrement vers une solution réelle et consensuelle. Cette réforme du Conseil de Sécurité, nous l'appelons de tous nos vœux parce qu'elle va réparer une injustice faite à l'Afrique. L'Afrique qui mérite et qui doit avoir sa place au Conseil de Sécurité, des places de membres permanents.

S'il est vrai que tous les thèmes de nos assemblées générales sont interpellateurs, le thème de cette année ("Rendre les Nations Unies pertinentes pour tous: leadership mondial et responsabilités partagées pour des sociétés pacifiques, équitables et durables"), l'est encore plus, et nous interpelle.

L'implémentation de la présente thématique passe également par une représentativité adéquate de tous les Etats membres aux instances de notre Organisation. C'est à ce titre que le Burkina Faso en appelle au soutien de tous à la candidature de Monsieur Brahim SANOU au poste de Vice-Secrétaire Général de l'Union Internationale des Télécommunications, au cours des élections prévues pendant la Conférence de Plénipotentiaires de l'Union qui se tiendra du 29 octobre au 16 novembre 2018 aux Emirats Arabes Unis.

**Madame la Présidente ;**

**Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation ;**

**Monsieur le Secrétaire général ;**

**Mesdames et Messieurs ;**

Malgré ses 73 ans d'existence, notre organisation doit continuer à travailler afin de se renforcer et de toujours convaincre de sa pertinence et de son importance auprès des peuples.

L'édification d'un monde équitable dans un environnement pacifique et sain est une œuvre commune et de longue haleine qui relève de notre responsabilité à tous. Alors, faisons confiance en notre Organisation, seul cadre qui nous permet de rester unis dans l'action forte, celle créatrice de meilleurs espoirs pour les peuples du monde.

C'est ce à quoi s'est attelé un grand homme, un digne fils de l'Afrique qui a présidé aux destinées de notre organisation commune et à qui je rends un hommage mérité : j'ai nommé Monsieur Kofi Atta ANNAN.

**Je vous remercie.**